

France2012-présidentielle-partis-Assemblée

Taxation à 75%: réactions à l'Assemblée nationale

PARIS, 28 fév 2012 (AFP) - Voici des réactions à l'Assemblée nationale sur la proposition du candidat PS François Hollande de créer un taux d'imposition de 75% pour les revenus "au-dessus d'un million d'euros par an":

- Patrick Ollier, ministre des Relations avec le Parlement: "L'inquiétude a changé de camp. On est dans la pleine improvisation. Ce n'est pas très sérieux de la part de M. Hollande. La campagne se gagnera sur la crédibilité et je pense que la lucidité et le courage de Nicolas Sarkozy feront la différence" (couloirs)

- Bruno Le Roux, député PS, porte-parole de campagne de François Hollande: "je me souviens qu'en juin dernier, des grands patrons avaient signé des pétitions pour dire qu'ils devaient être plus imposés et Nicolas Sarkozy était resté sourd à leur appel: nous, nous l'avons entendu !" (couloirs)

- Manuel Valls, directeur de communication de la campagne de François Hollande: "C'est une proposition pensée, réfléchie, qui s'appliquera s'il est élu (...) Il y a l'idée d'un revenu maximal de un à 20 dans les entreprises publiques, et il faut que demain cette mesure puisse s'appliquer dans le secteur privé (...) Ce qui intéresse, c'est le fond, ce n'est pas de savoir si tel ou tel était au courant. L'élection présidentielle est une rencontre entre un candidat et les Français. Ce qui a frappé les Français depuis cinq ans, ce sont les inégalités. Cette mesure permet de lutter contre les injustices" (couloirs)

- Lionnel Luca, député UMP: "C'est ce qu'a trouvé François Hollande pour jouer les révolutionnaires en peau de vison. Outre que cela pénalisera bon nombre de ses camarades, cela va surtout aggraver l'évasion fiscale dont la France n'a sûrement pas besoin en ces temps de crise. En voulant singer Mélenchon, le candidat socialiste nous prépare le Venezuela de Chavez sans le pétrole !" (communiqué)

- Dominique Dord, député UMP: "1 million par mois ou par an, qu'importe ! De ma circonscription savoyarde, je tente depuis hier de verrouiller la frontière suisse. A 75% d'impôt, peut-être plus la semaine prochaine, je crains que la file d'attente ne vienne jusqu'à Aix-les-Bains ! Aujourd'hui il y a 40 Français dans les 200 plus grandes fortunes... suisses, avec François Hollande, il ne restera plus que 40 Helvètes !" (communiqué)

- Jacques Myard, député UMP: "M. Hollande essaie tout pour s'attirer M. Mélenchon. C'est un peu Hollande l'improvisiste. Qu'il y ait un effort pour les classes aisées, oui, mais là, il recrée le contrôle des changes ? il remet en cause tous les traités européens ?" (couloirs)

- François de Rugy, député écologiste: "c'est un peu de l'affichage de campagne car si on se dirige vers une fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu, il n'y aura plus de tranches marginales.... et ces tranches marginales, les gens souvent ne les comprennent pas, ils pensent à une fiscalité confiscatoire. Là, avec la proposition de Hollande, il ne s'agit pas de cela" (couloirs)

frd-st-aml/

France-Turquie-Arménie-diplomatie-gouvernement-Assemblée

Génocide arménien: Boyer (UMP), à l'origine du texte, exprime sa "tristesse"

PARIS, 28 fév 2012 (AFP) - La députée (UMP) des Bouches-du-Rhône, Valérie Boyer, a exprimé mardi sa "tristesse" après que le Conseil constitutionnel eut censuré sa proposition de loi visant à pénaliser la négation du génocide arménien.

"C'est une tristesse parce que je constate que la décision du Conseil constitutionnel, qui s'impose à nous et que je ne conteste pas bien évidemment, crée une inégalité de traitement, une discrimination, parce que la France a reconnu deux génocides, la Shoah et le génocide de 1915", a déclaré Mme Boyer sur BFMTV.

"Pour les victimes des actes de la Shoah, ils sont protégés des actes de négationnisme et pour les victimes et les descendants de victimes de 1915, ils ne le sont pas. A mes yeux cette discrimination est intolérable", a-t-elle ajouté.

Selon elle, "il ne nous reste plus qu'à trouver un autre texte pour que l'on puisse faire avancer cette décision et tenir nos engagements".

Nicolas Sarkozy a chargé le gouvernement de préparer un nouveau texte prenant en compte la décision de censure du Conseil constitutionnel sur la loi punissant la contestation du génocide arménien en 1915, a annoncé mardi l'Elysée.

"L'engagement du président de la République est total dans cette affaire, le mien l'est également et nous sommes de nombreux parlementaires à soutenir cette action", a fait valoir Mme Boyer.

mat/mad/

Variation du texte écrite depuis le siège AFP, sur images BFMTV.

France-Turquie-Arménie-diplomatie-gouvernement
Génocide arménien: la rapporteure UMP "triste et déterminée"

PARIS, 28 fév 2012 (AFP) - La rapporteure à l'Assemblée de la loi punissant le génocide arménien, Valérie Boyer, s'est déclarée "triste et déterminée" après la censure de ce texte par le Conseil constitutionnel, saluant la décision du chef de l'Etat de demander au conseil des ministres un nouveau texte.

"Je suis triste mais je reste déterminée, il faudra de nouveau refaire ou représenter quelque chose", a déclaré la députée UMP à la presse dans les couloirs de l'Assemblée.

"Les deux chambres ont voté ce texte, ce qui est une avancée majeure dans ce dossier", a-t-elle dit.

"Je note que le Conseil constitutionnel s'était prononcé au préalable sur son site internet"

"Aujourd'hui en droit français, nous avons deux sortes de victimes et de descendants de victimes. Nous avons deux génocides reconnus: certains sont prononcés des actes négationnistes, et d'autres pas, je pense que c'est une grave inégalité de traitement"

"Certains parlementaires ont voulu jouer une troisième mi-temps devant le Constitutionnel", a-t-elle déclaré au sujet de la saisine des Sages par des parlementaires de la majorité et de l'opposition.

Nicolas Sarkozy a chargé le gouvernement de préparer un nouveau texte prenant en compte la censure du Conseil constitutionnel sur la loi punissant la contestation du génocide arménien en 1915, a annoncé mardi l'Elysée.

"Je souligne que l'engagement du président de la République est total. Nous sommes de nombreux parlementaires à soutenir cette action", a commenté Mme Boyer.

st/aml

Version rédigée sur place à l'Assemblée -

France-Turquie-Arménie-diplomatie-gouvernement
Génocide arménien: la rapporteure UMP "triste et déterminée"

PARIS, 28 fév 2012 (AFP) - La rapporteure à l'Assemblée de la loi punissant la négation du génocide arménien, Valérie Boyer, s'est déclarée "triste et déterminée" après la censure mardi de ce texte par le Conseil constitutionnel, saluant la décision du chef de l'Etat de demander au Conseil des ministres un nouveau texte.

"Je suis triste mais je reste déterminée, il faudra de nouveau refaire ou représenter quelque chose", a déclaré la députée UMP à la presse dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

"Les deux chambres ont voté ce texte, ce qui est une avancée majeure dans ce dossier", a-t-elle dit.

"Aujourd'hui en droit français, nous avons deux sortes de victimes et de descendants de victimes. Nous avons deux génocides reconnus: certains sont protégés des actes négationnistes, et d'autres pas, je pense que c'est une grave inégalité de traitement", a-t-elle ajouté.

"Certains parlementaires ont voulu jouer une troisième mi-temps devant le Conseil constitutionnel", a-t-elle déclaré au sujet de la saisine des Sages par des parlementaires de la majorité et de l'opposition.

Nicolas Sarkozy a chargé le gouvernement de préparer un nouveau texte prenant en compte la censure du Conseil constitutionnel sur la loi punissant la contestation du génocide arménien en 1915, a annoncé mardi l'Elysée.

"Je souligne que l'engagement du président de la République est total. Nous sommes de nombreux parlementaires à soutenir cette action", a commenté Mme Boyer.

st/aml/mat/mam

Version commune regroupant les deux précédents qui furent à l'origine d'un conflit entre journalistes. Texte conciliant faisant synthèse des deux précédents